



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article220>

Après transition

# Sommes-nous sortis de l'auberge CMJD ?

- Articles de presse - Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 25 mai 2007

---

Union des Forces de Progrès

---

**Après près de deux années passées dans un processus de transition mené de bout en bout par la junte militaire, la Mauritanie peine toujours à atteindre le bout du tunnel. 35 jours après l'investiture du Président élu, la formation d'un nouveau gouvernement et la mise en place des institutions de la République, la vie politique et économique ne s'en est pas mieux portée. Pire, on est dans l'impasse.**

En se prononçant au début de la présente semaine, sur l'immixtion des militaires dans le jeu politique, M.Ahmed Ould Daddah, leader de l'opposition, ne mesurait certainement pas la portée de ses propos, notamment sur le développement futur de la scène politique. Depuis sa sortie, tous les regards sont rivés sur la Présidence de la République, mais aussi sur l'armée, pour savoir qui des deux, dirige réellement le pays.

Pour nombre d'observateurs, la Mauritanie est restée sous la botte feutrée de quelques officiers vivant en retrait de la scène, mais trop présents pour cacher leurs empreintes sur les différents rouages de l'Etat. Les colonels Mohamed Ould Abdel Aziz, Commandant du Basep et Mohamed Ould Mohamd'Ahmed Ould Ghazouany, Directeur Général de la Sûreté Nationale (DGSN), qui formaient l'aile dure du défunt CMJD et qui se veulent les principaux instigateurs du coup d'Etat d'août 2005, détiendraient une importante portion du pouvoir exécutif, même si le président Sidi Ould Cheikh Abdallahi a été installé à la Présidence ! Sur les vingt-huit membres du nouveau gouvernement par exemple, uniquement deux seraient désignés par le président de la République : le ministre des Finances et celui des Affaires étrangères. L'empreinte des deux officiers a été relevée dans la cooptation de près d'une vingtaine d'autres membres du gouvernement, de Mohamed Mahmoud Ould Mohamed Lemine, ministre de la défense à Bâ Madine, ministre de l'Artisanat et du Tourisme. Tous appartiennent peu ou prou au "cercle" fermé de ces deux officiers !

Très pris par ses réunions avec les partenaires politiques (Indépendants et Mithaq), qui forment la nouvelle majorité présidentielle, trop engagé dans des discussions pour entretenir un climat de convivialité avec les partis de l'opposition traditionnelle, Sidi Ould Cheikh Abdallahi aurait laissé, à son entourage militaire, le soin de peaufiner le deuxième mouvement administratif, celui des Secrétaires Généraux des ministères.

Au grand dam de ces partenaires avec lesquels il aurait pris des engagements, Sidioca lâchera de nouveau du lest, en acceptant les cadres qui seront cooptés avec la bénédiction des militaires. Essentiellement puisés dans l'escarcelle du défunt PRDS et celle du "système en place", les nouveaux secrétaires généraux perpétueraient ainsi la "logique militaire" dans l'administration centrale. La goutte qui aura fait déborder le vase est sans doute, le limogeage du colonel Ould Cheikh Alem. Adversaire déclaré de ses deux collègues, Ould Alem qui s'était prononcé en faveur du candidat malheureux à la présidentielle Ahmed Ould Daddah, n'a certainement rien à se reprocher, surtout vis-à-vis de Sidioca. Il devait plus tard faire les frais de ses positions politiques, lui qui fut affecté sous les ordres du ministre de la Défense, un proche de Ould Ghazouany.

L'influence de ces deux officiers dans la conduite des affaires publiques est telle qu'aujourd'hui, toute la vie du pays semble bloquée : le président est occupé dans d'interminables réunions avec différents acteurs nationaux, les forces de sécurité se sont empêtrées dans l'enquête sur la drogue, le pouvoir judiciaire est occupé à trouver une issue à l'affaire des Islamistes, les commerçants ne pensent qu'à leurs affaires et jouent sur les prix des produits de consommation, les ministères publics attendent encore la diffusion de leur organigramme, le peuple crève la dalle... Et tous les dossiers sont bloqués. Au même moment, une information diffuse circule qui conforte la position des militaires dans la hiérarchie des pouvoirs : la mise en place d'un Haut Conseil de Sécurité qui regrouperait tous les chefs de corps et qui serait pourvu d'un pouvoir identique à celui de la junte militaire turque.

## Sommes-nous sortis de l'auberge CMJD ?

---

Plus que toute cette donne, nombreux sont ceux qui pensent que le pouvoir en Mauritanie a finalement quatre têtes : Sidi Ould Cheikh Abdallahi le président, le reste du CMJD, Zein Ould Zeidane le premier ministre et Messaoud Ould Boulkheir le président de l'Assemblée. Chacune de ces " têtes " en tout cas, a participé jusque là à la mise en place du nouvel appareil de l'Etat.

Aujourd'hui, le pourrissement de la scène renvoie à une situation d'impasse presque identique à celle qui avait prévalu avant le coup d'Etat d'août 2005 et qui a été consacrée par la dilapidation des biens publics. Chaque soir en effet, de plus en plus de voitures immatriculées SG sont conduites par des femmes et des enfants, les trafics d'influences ont repris de plus bel, et l'Etat est de plus en plus absent..

En tout état de cause, comme l'ont souligné des leaders politiques de différents bords, la révision de la donne s'impose d'elle-même, au risque de précipiter le pays dans des dédales sans fins. Le président élu, que nombre de concitoyens qualifient de "M'Rabat" (marabout à attitude pâle et presque indolent), devrait se réveiller pour impulser une dynamique de changement pour lequel les Mauritaniens lui avaient accordé leur confiance. C'est par ce geste seulement qu'il pourra édifier l'opinion sur la véritable nature de son pouvoir. Un "homme de paille " selon certains, que les militaires ont installé pour servir leur intérêt ou le "Sauveur " que le pays attendait, le véritable et unique maître à bord du bateau Mauritanie qui risque de sombrer.

JOB